



# Déclaration FSU 72-CTSD

du 11 février 2021

Nous tenons ce CTSD à l'heure d'une pandémie mondiale. Plus précisément, le monde scientifique avance sur une qualification de syndémie, c'est à dire de croisement de multiples facteurs socio climato pathologiques déjà là. Le démembrement des services publics, tout particulièrement de celui de la santé, mais aussi de tous les autres services publics, dont l'Ecole, font partie de ce croisement de facteurs. Citons Canguilhem dans « Le normal et le pathologique » : « *L'homme [...] ne se limite pas à son organisme. L'homme [prolonge] ses organes par des outils.* ». Tout l'enjeu selon Canguilhem, c'est que cet appareillage ne serve pas uniquement de bouées curatives pour notre survie malade, mais puisse, aussi, devenir un moyen d'encourager et de soutenir la santé de chaque individu, sa capacité à s'exposer au monde. Voir loin. Et c'est ce que ne fait pas le ministre de l'Éducation Nationale. Il opte pour une courte vue qui lui fait gérer des protocoles de survie, quand il faudrait réorganiser l'institution pour soutenir la santé, dont l'éducation est partie prenante, et prendre des mesures de long terme.

Ainsi, la secrétaire d'état, qui a exprimé dernièrement devant le sénat « qu'elle ne voyait pas pourquoi la mesure de non fermeture de classes sans l'accord du maire pour les villes de moins de 5000 habitants ne serait pas maintenues—cette année » a bien été obligée de se dédire et de reprendre la ligne imposée par l'Élysée. Aussi désolant que cela soit pour la FSU, la préservation du rural n'était qu'une trêve d'une année pour apaiser l'insurrection des Gilets Jaunes, ainsi qu'une mesure électorale.

Le contexte c'est aussi celui d'une inégalité profonde à la fois cause et conséquence de cette syndémie : des bénéfices insensés sont faits par les plus riches quand des pans entiers de populations tombent dans l'état de misère absolue. Le « quoi qu'il en coûte » prend ainsi un sens tout particulier. Il semble que ce soient les intérêts des plus riches qu'on sauve quoi qu'il en coûte. Pas ceux des plus démunis. Les neo libéraux, et ce gouvernement en tête, exploitent à fond l'effet d'aubaine sanitaire pour amplifier la destruction de l'état social. La FSU porte au contraire la nécessité d'un effort hors norme dans le sens d'une mise en protection sociale urgente et solidaire, qui impose une autre répartition des richesses.

L'heure est à une crise sanitaire majeure, mondiale, qui voit le virus initial muter en variants parfois deux fois plus contagieux, dont on ne sait pas si les vaccins qui viennent d'être inventés et fabriqués sauront les contenir. Une crise sociale se surajoute à celle existante, elle aussi hors norme, conséquente à celle sanitaire et à son mode de gestion actuel et passé, qui plonge déjà des familles dans le dénuement. L'école le sait, le voit, est en premier contact de cette détresse. Perte d'emploi, arrêt de tout revenu, déprime, dépression, peur, angoisse du lendemain, violences psychologiques et physiques consécutives à cette violence sociale, absence de perspective... Et nous savons que ce n'est qu'un début. Au delà des morts liées directement au covid, d'autres augmentent aussi, liées aux reports de soins d'autres pathologies, aux suicides.

-C'est dans ce contexte que le ministre choisit d'appliquer, dans un rituel de gestion non modifié de la carte scolaire, des règles restrictives, comptables, qui font repasser des groupes qui auraient été à 15 ou 16 à 22 en fermant des classes. Ajoutons au contexte global que l'institution fait l'expérience quotidienne, en son sein, de situations de contamination par brassage, brassage que les protocoles dénoncent tout en les tolérant, inévitables dans l'organisation actuelle. Ne devrait on pas raisonnablement acter ces effectifs de 15 et faire en sorte qu'ailleurs il en soit de même?

-C'est dans ce contexte que la trêve sur les postes ruraux est rompue et que des RPI se voient amputés de classes. On sait que ces fermetures de classes font glisser lentement les sites scolaires disséminés vers leur fermeture et vers la concentration dans de plus gros. Pourtant le maillage territorial de petites structures est une barrière naturelle et idéale contre les contaminations, qui devrait être consolidé plutôt que perpétuellement et imperturbablement grignoté.

-C'est dans ce contexte que nous apprenons, qu'en dehors même de la carte scolaire, des conventions de 3 ans sont soumises dans l'urgence et sans information large à signature d'élu.es, de conseils d'école, proposant des formes de choix proches du chantage, par exemple entre maintien de poste futur et fusion de direction. Cela rappelle les conventions ruralité. En supprimant une direction sur deux, on récupère de maigres moyens de remplacement qui concentrent le travail sur la direction restante. Une gestion à la petite semaine dans un ensemble tourné vers des objectifs maintenus de concentration scolaire.

-C'est dans ce contexte que l'Éducation Prioritaire se retrouve menacée par des Contrats Locaux d'Aménagement. Ils sont expérimentés dans notre académie (comme dans deux autres), pour l'instant sur les écoles orphelines. Mais la FSU n'est pas dupe sur les intentions de remplacer le mode de financement actuel, trop régulé pour l'idéologie néo libérale, au profit d'une constellation de contrats créant de façon assumée inégalités, mises en concurrence et dominations nouvelles sur l'École.

-C'est dans ce contexte que l'école maternelle, école première, est menacée dans ses missions fixées par les programmes de 2015: la note du CSP publiée le 10 décembre 2020 sans aucune consultation de la profession enseignante ni de l'ensemble de la recherche, préconise en effet un resserrement de l'école sur des «fondamentaux» étriqués. Cela témoignent d'une perception rétrograde de l'enfant, perroquet docile que l'école pré-élémentaire devrait essentiellement préparer aux évaluations standardisées de CP. Cette conception est loin de l'école maternelle accueillante, bienveillante, exigeante qui donne une place centrale au langage et au jeu comme l'une des entrées dans les apprentissages, soucieuse du développement de l'enfant dans toutes ses dimensions: langagières, cognitives, sociales, affectives, physiques et artistiques. Conception que défend la FSU et les enseignant.es dans leur grande majorité.

La FSU dénonce aussi la non prise en compte dans les effectifs de tous les enfants de deux ans et la baisse consécutive de leur taux de scolarisation, pourtant facteur d'égalité sociale et de réussite scolaire future, en particulier dans les quartiers populaires.

- C'est dans ce contexte de paupérisation que l'école exige des familles l'achat de masques de catégorie I, pour la durée d'une crise dont on ne voit pas la fin, au mépris d'une gratuité scolaire pourtant proclamée. Si la volonté de sécurité sanitaire n'était pas qu'un affichage, si elle était vraiment présente, pourquoi ne pas fournir gratuitement ces masques à tous et toutes les élèves, masques qu'on aurait ainsi l'assurance de voir conformes à la norme édictée? Quoiqu'il en coûte en quelque sorte... Et c'est bien peu quand on prend en référence les sommes du plan de relance.

L'école traverse une crise systémique que la FSU décrit depuis plusieurs années. Cela se caractérise par la multiplication de situations de crises locales, liées à des débordements psychologiques et physiques incontrôlés d'élèves. L'école un.e enseignant.e une classe a atteint ses limites. Des équipes surnuméraires par rapport au nombre de classes, pluriprofessionnelles intégrant des acteurs et actrices du social, du médical, sont désormais plus que jamais nécessaires.

Nous abordons donc cette carte scolaire avec le sentiment qu'au travers d'arbitrages lourds pour les écoles, dérisoires en termes financiers, opérés par l'administration pour respecter

l'enveloppe financière contrainte qu'on lui attribue, on se joue des professionnel.les de cette institution, qu'on se joue aussi des citoyens et des citoyennes de ce pays sur l'avenir de leur école.

C'est au final un sentiment de colère car ce jeu, en ne répondant pas à la hauteur de la situation présente, est profondément dangereux.